



HAL
open science

**Participation aux groupes de travail concernés
(WGEEL, CECPI) Rapport annuel 2009. Partenariat
2009. Domaine : espèces aquatiques continentales -
action n°5-6**

Gérard Castelnaud, Christine Argillier

► **To cite this version:**

Gérard Castelnaud, Christine Argillier. Participation aux groupes de travail concernés (WGEEL, CECPI) Rapport annuel 2009. Partenariat 2009. Domaine : espèces aquatiques continentales - action n°5-6. [Rapport de recherche] irstea. 2010, pp.26. hal-02594203

HAL Id: hal-02594203

<https://hal.inrae.fr/hal-02594203>

Submitted on 15 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Partenariat 2009 – *Domaine* : Espèces aquatiques continentales - Action n°5.6



Participation aux groupes de travail européens concernés (WGEEL, CECPI)

Rapport annuel 2009

*G. Castelnaud
C. Argillier*

Janvier 2010

Contexte de programmation et de réalisation

La CECPI est un **organe statutaire de la FAO** établi sous l'article VI de la constitution de la FAO qui a un rôle consultatif et constitue une **instance scientifique et technique** pilotée par un **Comité Exécutif** et divisée en **quatre Sous-Commissions** dont relèvent **actuellement 17 Groupes de Travail (GT)**. Ces GT réunissent périodiquement des scientifiques spécialistes des questions traitées, sous l'impulsion de leurs coordonnateurs. La synthèse des résultats, conclusions et recommandations sont examinées à l'occasion des **Sessions** plénières bisannuelles qui regroupent les délégations des différents pays membres, composées majoritairement de scientifiques gestionnaires et chercheurs. Un **symposium** est généralement associé à chaque session. La **Communauté Européenne** étant membre de la CECPI, celle-ci est informée de l'ensemble des travaux et recommandations issus de la CECPI.

La CECPI concerne :

- 1- les **eaux intérieures**, c'est-à-dire les **fleuves** avec leurs **estuaires**, les **plans d'eau** et les **lagunes**, les **piscicultures intensives et extensives**;
- 2- les **poissons et crustacés** de ces eaux intérieures, leurs **habitats**, leur **biologie**, leur **écologie** et leur **éthologie**, leur **élevage**, leurs **maladies** et leurs **prédateurs**, la **pêche professionnelle et de loisir**, **l'aquaculture et la commercialisation des produits**.

Les **sujets** des Groupes de Travail qui suivent l'actualité (par exemple la Directive Cadre Eau) sont mis à l'ordre du jour par les différents acteurs de la CECPI dont les représentants des **Pays Membres** et adoptés par eux lors des Sessions. Les chercheurs qui animent les GT et bon nombre de ceux qui y participent (majoritairement issus des pays du nord de l'Europe) ont bien compris le fonctionnement de la CECPI et son intérêt en tant que creuset et relais auprès de la communauté scientifique internationale.

La France est attachée à la CECPI et c'est pourquoi les Ministères ont formalisé la représentation nationale en 2002 et participent aux sessions (bisannuelles) avec un représentant de la Direction de la Pêche ou de la Direction de l'Eau. Une réunion de préparation de la session est organisée en liaison avec les représentants socio-professionnels de la pêche (essentiellement) et de la pisciculture extensive.

La fonction de correspondant national est restée longtemps diffuse en France et a été confiée à Gérard Castelnaud, ingénieur-chercheur du Cemagref, par mandat conjoint du Ministère de l'Ecologie et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche du 30/05/2002. Depuis 2006, l'implication scientifique supplémentaire de Gérard Castelnaud en tant que président de la sous-commission 3 « Protection des ressources aquatiques » et membre du Comité exécutif de la CECPI, a été actée par les Ministères. La participation de Gérard Castelnaud en particulier aux travaux d'un des 17 GT, le WGEEL, Groupe Mixte CECPI/CIEM sur les anguilles depuis 2002 est liée à l'aspect stratégique de cette espèce en fort déclin qui a constitué jusqu'à présent la principale ressource halieutique des eaux intérieures françaises et a fait l'objet d'importants travaux de recherche et de gestion.

En regard du plan de gestion de l'anguille institué par le règlement Européen du 18 Septembre 2007 et dont la France a rédigé et soumis le sien en 2008, le WGEEL a pour objectif (Termes de Références non traduits en français) :

- a) assess the trends in recruitment and stock, for international stock assessment, in light of the implementation of the Eel Management Plans;

- b) Evaluate the EU eel management plan;
- c) develop methods to post-evaluate effects of management plans at the stock-wide level.

Cette participation consiste à suivre et préparer les travaux du Groupe, à assister à la réunion annuelle en Septembre et à participer à l'élaboration du rapport national qui oblige à collecter, analyser, vérifier les données statistiques de capture et d'effort de pêche ainsi que les séries d'indices d'abondance. De façon plus générale, Gérard Castelnaud, reconnu comme expert dans ce domaine par la FAO, a tenté jusqu'ici de coordonner et valider l'état statistique annuel des captures dans les eaux intérieures françaises en particulier en liaison avec l'Onema.

Christine Argillier, Chercheuse au Cemagref est coordinatrice du Groupe de travail sur la Directive Cadre sur l'Eau de l'UE.

Les auteurs

Gérard Castelnaud

gerard.castelnaud.cemagref.fr

Cemagref Bordeaux

Unité de recherche Ecosystèmes estuariens et poissons migrateurs amphihalins

50 avenue de Verdun F - 33612 CESTAS cedex

Christine Argillier

christine.argillier@cemagref.fr

Cemagref Aix-en-Provence

Les correspondants

Onema : *Direction de l'action scientifique et technique*
Laurent Beaulaton, laurent.beaulaton@onema.fr

Référence du document :

Cemagref : *Unité de recherche Ecosystèmes estuariens et poissons migrateurs amphihalins*

Paul Gonthier, paul.gonthier@cemagref

Patrick Lambert, patrick.lambert@cemagref.fr

Référence du document :

I

Droits d'usage :	accès libre
Couverture géographique :	Européen
Niveau géographique [un seul choix] :	Européen
Niveau de lecture [plusieurs choix possibles] :	experts
Nature de la ressource :	Document

Participation aux groupes de travail européens concernés (WGEEL, CECPI) *G. Castelnaud, C. Argillier*

1. Compte-rendu d'exécution en 2009

1.1. Groupe de travail de la sous-commission IV sur les aspects socio-économiques des pêches dans les eaux intérieures (Coordonnateur: M. Sipponen, Finlande)

Ce GT a organisé un workshop à Helsinki (Finlande) du 12 au 15 Janvier 2009 où était présent pour la France, Ph. Boisneau de la CONAPPED. Il consistait à analyser deux documents :

1. Présentation et analyse de l'environnement naturel, institutionnel et des indicateurs socio-économiques des pêcheries commerciales dans les eaux intérieures des pays membres de la CECPI, analyse SWOT (force, faiblesse, opportunité et menace) et tendances évolutives.
2. Description de l'importance socio-économique des pêcheries commerciales dans les eaux intérieures par pays membre de la CECPI.

A la suite, en Janvier et Février 2009, j'ai participé aux réponses et échanges d'avis sur ces documents en liaison avec Ph. Boisneau, notamment une analyse critique de la méthodologie et des résultats rapportés pour la France

1.2. Evaluation du fonctionnement de la CECPI et réflexion sur ses objectifs et moyens avant la réunion de l'EXCOM en Mai 2009

1. Echanges concernant l'implication de la CE dans la CECPI avec le Comité Exécutif et les référents français en Février 2009.
2. Réunion avec la CIPE et CONNAPED (17 Février) à la CIPE ; réponse au questionnaire du Consultant MDF (19 Février).
3. "Workshop on Strengthening the role and functioning of EIFAC", The Hague 30-31 March 2009:

Quatorze personnes dont 3 membres du Comité Exécutif de la CECPI, 3 membres du staff FAO et 8 scientifiques chercheurs ou gestionnaires représentant 9 différents pays sur 25 membres de la CECPI étaient présents autour du consultant. La nécessité de créer un Comité scientifique est clairement apparue ainsi que la définition des objectifs de la CECPI avec une vision prospective. Un calendrier des opérations à mener sur la base des résultats et décisions du présent workshop a été proposé :

- réunion de l'Excom en Mai 2009 : finalisation, discussion du rapport du consultant sur le présent workshop et adoption des recommandations sur la stratégie générale de la CECPI ; il m'a été demandé, sur la base d'un travail déjà engagé après la session d'Antalya, de préparer une analyse et un bilan du fonctionnement des différents WP et des sous-commissions ;

- session de 2010 : présentation à l'assemblée des représentants des Pays Membres du projet de restructuration de la CECPI et vote ;
 - organisation en 2012 d'une conférence-débat sur les enjeux Européens pour l'eau, les poissons, les activités de pêche et d'aquaculture qui leur sont liées.
4. Reprise et traduction du rapport « Contribution to the analysis of EIFAC functioning », 14p + 5 annexes en Avril 2009 (voir Annexe).

1.3. Statistiques FAO des pêches intérieures

1. Echanges concernant les statistiques FAO des pêches intérieures, leur collecte, validation, utilisation, avec le GT CECPI/CIEM sur les anguilles, le Service des statistiques de pêches de la FAO (FIES) et les instances nationales concernées en Mars 2009.
2. Réunion avec le Service Statistique (FIES) de la FAO, Rome, 21 Mai 2009.

Cette réunion avec le Chef du FIES, R. Grainger et ses deux adjoints, S. Tsuji et L. Garibaldi, avait été organisée par Gerd Marmulla, Secrétaire de la CECPI. Elle a concerné trois points :

- Le mode de fonctionnement des statistiques FAO et la possibilité d'intégration de nouvelles données et de révision des données enregistrées ;
- Les données de pêche intérieure française ;
- Les données de pêches intérieures au niveau Européen et le cas de l'anguille en liaison avec le GT CECPI/CIEM Anguille.

Il m'a été demandé, afin de pouvoir réviser les données pour les eaux intérieures françaises dans la base FAO, de reprendre les données antérieures à 1999 (depuis 1950 !), de les redresser et de proposer des estimations pour les années postérieures à 2001, en correspondance avec les estimations réalisées pour les 3 années 1999-2001 (travail commun Cemagref, CSP, CRTS).

Extrait du courrier qui a suivi du FIES 7 Juin 2009 :

« This message is to follow-up of our discussion as agreed. Please accept our great appreciation toward your efforts to improve inland water catch statistics of France. As discussed, we would like to ask your advice as the most knowledgeable expert on French inland fishery to fulfill these gaps

Please provide your best guess for whole period as much as you feel comfortable. This should include the observed data you collected for 1999-2001, your guess estimates for 2002-2008, and estimates before 1999. Brief description on rationale will be very useful for us to understand the situation and background. For those should be referred as "estimated value", please mark them by an 'F'.

We consider you as the national correspondent for French inland waters capture statistics and all data reported from you would be taken as an official submission by

France. We would be very grateful if you could inform of this agreement to the relevant authorities within your Government. »

Extrait de la réponse G. Castelnaud, 11 Juin 2009:

“ It is clear that such a work of revision of the data in the FAO capture database need to have the agreement of the relevant authorities ie the two Ministries of Agriculture and Ecology.

Concerning the revision itself, it has only sense in a scientific point of view, if it is made in a rational manner, with a historical approach of data, analysis and selection, appropriate extrapolations, taking into account the geographical and administrative divisions related to the present FAO division and recording. It is an important work which can't be made quickly and which has to be negotiated and planned with the scientific and administrative bodies concerned. One of these bodies, Onema is already interested in this work but it is necessary to do step by step. I will keep you informed of the progress of this process.”

1.4. Rédaction du rapport d'activité de la sous-commission III et soumission au Secrétariat FAO de la CECPI.

Ce rapport comprend les résultats d'activité des 3 GT :

- *Ad hoc* Working Party on the Handling of Fishes in Fisheries and Aquaculture (Convener: R. Rösch)
- *Ad hoc* Working Party on Prevention and Control of Bird Predation (Convener: P. Heinimaa)
- *Ad hoc* Working Party on EU Water Framework Directive (WFD) (Convener: C. Argillier)

1.5. Réunion du Comité Exécutif, Rome, 18 au 20 Mai 2009, évaluation de la CECPI suite.

1. Approbation du rapport de la sous commission III, “progress report of sub-commission III, Protection of the aquatic resources cote EIFAC/EXCOM/ Doc 5^E”
2. Evaluation du rôle et du fonctionnement de la CECPI et futur de la CECPI.

J'ai présenté le rapport sur les activités de la Sous-commission III qui comprend 3 GT : Bien-être des poissons dans les établissements de pisciculture et les pêcheries, Prédation aviaire, Directive Cadre Eau.

L'évaluation et le projet de restructuration de la CECPI était l'objet principal de cette réunion ; cinq aspects principaux ont été débattus : les conclusions de la réunion de La Haye fin Mars 2009 et des rapports du consultant MDF engagé ; la justification de l'existence de la CECPI et son statut futur en liaison avec la FAO ; l'analyse et l'évaluation du fonctionnement actuel avec les sous-commissions et les GT pour lesquelles j'avais préparé un document traduit en anglais ; le mode de gouvernance futur de la CECPI ; l'organisation de la consultation des pays membres lors de la 26^{ème} session en 2010 et la mise à contribution des représentants nationaux.

Les principales décisions sont : 6 options retenues pour le futur de la CECPI qui doivent être analysées dans leurs implications structurelles, financières et juridiques par un consultant spécialisé de la FAO qui prend le relais de MDF ; la mise en œuvre progressive d'une réorganisation de la CECPI, d'un recentrage, évaluation et suivi des GT ; l'organisation d'une réunion spécifique de sensibilisation, information sur les enjeux de la restructuration de la CECPI pour les représentants nationaux en Janvier 2010 ; l'organisation de la session de la CECPI en 2010 autour du vote éclairé et exhaustif des pays membres.

Les options à étudier sont (non traduites en français par la FAO) :

- EIFAC should continue as a Regional Fisheries Body under Article VI of the FAO Constitution but with an improved structure and improved "Rules of Procedures" taking into account a "0"-growth budget scenario (compared to present status)
- EIFAC should be converted into a Regional Fisheries Body under Article XIV of the FAO Constitution with a "0"-growth budget scenario (compared to present status)
- EIFAC should be converted into a Regional Fisheries Body under Article XIV of the FAO Constitution with an independent budget provided by the members of EIFAC for the staffing (minimum one full-time Executive Secretary, one Technical Assistant and one person for secretarial support) and for operating
- EIFAC should be converted into an Independent Intergovernmental Organization with an independent budget
- EIFAC should be converted into a Regional Fisheries Body under Article XV of the FAO Constitution
- EIFAC should be abolished because the countries do not see a need any longer to maintain it because of marginal benefit to the countries

1.6. Groupe de travail mixte CECPI/CIEM sur les anguilles

1. Participation forte à la rédaction du rapport national annuel 2008-09

Ce rapport devait faire l'état des connaissances de l'anguille en France dans le cadre de la gestion de cette espèce menacée et de sa restauration, en liaison avec le Plan de Gestion de l'Anguille français, décliné en plans locaux et produit en 2008. Ce rapport national a été finalisé sur place.

Beaulaton L., Briand C., Castelnaud G., De Casamajor M. N and P Lambert, 2009. Report on the eel stock and fishery in France, 2008-2009. *in* Annexe 9; EIFAC Occasional Paper No. ??; ICES CM 2009/ACOM:15. Report of the 2009 session of the Joint EIFAC/ICES Working Group on Eels. Göteborg, Sweden, 7–12 September 2009. p 443-503.

2. Participation à la réunion du groupe à Goteborg, Suède , du 7 au 12 Septembre 2009

Janvier 2010 - p 7/26

J'ai assisté à cette réunion en tant que membre de la délégation française d'experts (5 délégués) sur l'anguille et Correspondant national de la Cecpi.

Cinq sous-groupes ont été créés et les membres français se sont répartis parmi eux. J'ai participé au sous-groupe "Indicateurs de recrutement et mortalité, qualité des données". L'expérience acquise en matière de suivi statistique des captures et les résultats du projet Européen Indicang ont pu être utilisés dans l'approche qualité et valorisés.

Des avancées significatives ont été obtenues concernant :

- la gestion, la fiabilisation et l'utilisation des données nécessaires au suivi du recrutement, de l'échappement et de la post-évaluation des mesures de gestion ;
- les besoins, les contraintes et les limites d'une post évaluation des plans de gestion prévus en 2012;
- les conditions de la mise en oeuvre du repeuplement;
- la qualité biologique des anguilles aux différents stades.

Le rapport du GT devrait sortir en début 2010 :

FAO EIFAC/ICES, 2009. Report of the 2009 session of the Joint EIFAC/ICES Working Group on Eels. Göteborg, Sweden, from 7 to 12 September 2009. EIFAC Occasional Paper. No. ???. ICES CM 2009/ACOM:15. Rome, FAO/Copenhagen, ICES. 2009. ???p. (Includes a CD-ROM).

Il est fort vraisemblable que l'activité du groupe évolue à l'avenir. L'analyse des tendances des indicateurs de recrutement et d'échappement constituera l'essentiel du travail du groupe. Il sera également chargé de synthétiser les travaux de groupes de travail (study group) et de réunions de travail (workshop) spécifiques comme sur l'âgeage ou la post évaluation.

1.7. Rencontres Internationales sur la petite pêche Professionnelle, Biarritz, France, 25-26 Novembre 2009.

J'ai été mandaté par le Comité Exécutif pour représenter la CECPI à ces rencontres sur lesquelles j'ai fait rapport à la CECPI dont voici un extrait.

"My presentation of EIFAC activity and assessment process was planned at the end of the meeting and was short with no slides support accepted. I noticed that very few people, particularly fishermen and their representatives knew about EIFAC. Clearly, I am convinced that, according to the present status of fisheries and inland aquatic ecosystems, according to the lack of indicators, biologics and socio-economics, EIFAC has a place to occupy and an important and useful role to play.

I have met with M. Bruno Bordeau from AND International who was clear about his position and objectives concerning the socio-economic study financed by EC, concerning its relations with EC and EIFAC. He thinks that the present study will need to be completed with new investigations for which EIFAC could be associated."

1.8 Information des Ministères, de l'Onema et des Organisations nationales des pêches intérieures et de l'aquaculture.

Des rappels réguliers sur le rôle et le fonctionnement de la CECPI sont faits avec à l'appui, des échanges ou des comptes-rendus concernant l'ensemble des points 1 à 7 présentés ci-dessus.

1.9 Groupe de travail sur la Directive Cadre sur l'Eau de l'UE

Le programme de travail couvrant l'année 2009 consistait à étudier les problèmes éventuels de cohérence entre les législations et réglementations nationales existantes et les exigences de la directive cadre européenne sur l'eau en ce qui concerne le bon état de l'ichtyofaune.

Pour se faire, une liste de facteurs susceptibles d'influencer la composition, l'abondance et la structure en âge des communautés a été dressée lors de la première réunion en fin 2008 à Paris. Il s'agissait ensuite de regarder comment ces facteurs étaient pris en compte dans les législations nationales.

Après un test de faisabilité au niveau français et la diffusion des informations recueillies, une première discussion informelle a été organisée à Hull à l'occasion du Symposium EFI+ pour préciser les contours de l'exercice. Après de nombreux rappels, les contributions de la Finlande et de l'Italie ont été réceptionnées début 2010. Le Royaume Uni et la Hongrie sont restés mobilisés mais les partenaires du WG n'ont pu réunir les informations demandées.

Les résultats de cette analyse encore retréinte en terme de pays et limité aux milieux aquatiques continentaux, semblent montrer que :

- les lois, réglementations, décrets... nationaux et/ou régionaux, encadrent bien le déversement d'espèces de poisson mais ne l'interdisent pas systématiquement. Des mesures répressives sont prévues envers toutes personnes qui ne respecteraient pas ces lois.
- en ce qui concerne la pêche, les droits des pêcheurs sont généralement définis localement (région, province...). En termes de devoir, le gestionnaire finlandais est tenu d'assurer une production maximale de poisson, notion complètement absente de la réglementation française davantage focalisée sur les aspects limitatifs des prélèvements. La loi punit tous les contrevenants.
- dans les trois pays concernés, de nombreuses mesures sont aussi mises en place pour le maintien d'un environnement favorable aux espèces. On constate cependant des différences dans les formulations, la clé d'entrée dominante pouvant être la conservation, l'écologie générale ou la durabilité des services

De ces informations, on peut conclure à une certaine harmonie entre DCE et autres lois au niveau national. En effet les grands principes de la DCE sont bien repris dans les textes de lois. Cependant, on ne peut pas exclure non plus de possibles incohérences entre les mesures réglementaires régionales de gestion de la pêche. Les déversements d'espèces réguliers par exemple ne sont pas forcément interdits dès lors qu'ils concernent les espèces présentes dans le milieu. De même, l'introduction d'espèces non natives est soumise à autorisation donc possible...

2. Proposition de poursuite du programme en 2010

→ **Rôle de correspondant national de la CECPI** assuré par Gérard Castelnaud ingénieur-chercheur du CEMAGREF, selon le mandat des Ministères de l'Ecologie et de l'Agriculture et de la Pêche du 30/5/2002. Représentation nationale, participation à l'évaluation et

restructuration de la CECPI, préparation et participation aux deux réunions programmées en 2010 :

- **Workshop spécial** pour les correspondants nationaux qui se tiendra à Mainz, Germany, les 28-29 January 2010 sur les options proposées pour le futur de la CECPI ;
- **26^{ème} Session** de la CECPI à Zagreb (Croatie), 17-20 Mai 2010, focalisée sur la restructuration de la CECPI et l'avenir de ses travaux.

→ Participation à la réflexion sur la durabilité des pêches intérieures et les systèmes de suivi biologiques et socio-économiques des pêches, la collecte des données elles-mêmes ; suivi de la question de l'actualisation des statistiques nationales annuelles des pêches dans les eaux intérieures, demandées par la FAO, en liaison avec la DPMA, l'ONEMA et l'inter-profession CIPE et CONAPPED.

→ Participation aux travaux du **Groupe national anguille GRISAM et du GT mixte CECPI/CIEM sur l'anguille**, dont l'importance se trouve renforcé par la mise en œuvre du règlement européen sur l'anguille sous forme de plans de gestion.

→ **Suivi général des demandes des différents GT de la CECPI** (questionnaires, réunions) et retransmission des documents et de l'information, connexion avec les Ministères, l'Onema, la communauté scientifique et les autres parties prenantes comme l'interprofession de la pêche et de l'Aquaculture ; suivi particulier des GT de la **sous-commission III dont le GT DCE**.

→ **Animation du Groupe de Travail de la CECPI sur la mise en œuvre de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau et les activités de pêche continentales**

Le travail de ce nouveau groupe, dont les termes de référence ont été validés en 2008, est coordonné par Christine Argillier, chercheur au Cemagref d'Aix en Provence et responsable de l'équipe « Plans d'eau ». Le plan de travail a été élaboré et prévoit des travaux échelonnés suivant les termes de référence avec des contacts réguliers entre les membres du groupe par courrier électronique et au cours de réunions annuelles.

Annexe (traduit en anglais pour la CECPI)

CONTRIBUTION A L'ANALYSE DU FONCTIONNEMENT DE LA CECPI DAND LE CADRE DE L'EVALUATION ET DE LA RESTRUCTURATION DE LA CECPI

Gérard Castelnaud, Cemagref, Correspondant national, membre du Comité Exécutif (Excom).
Avril 2009.

0- CONTEXTE ET ORIGINE DE CETTE ANALYSE

Lors de la **XXV^{ème} Session** d'Antalaya (Turquie) du 21 au 28 mai 2008 la délégation des Pays-Bas a proposé que **la CECPI initie un projet pour analyser son fonctionnement** et utilise les services d'un consultant. choisi *en consultation* avec le secrétariat de la CECPI, pour formuler une proposition concernant les améliorations à long terme. Il a présenté **un canevas du projet incluant un mandat pour le consultant (Annexe 4)**. En tant que Président de la Sous-Commission III, j'ai souligné le statut unique de la CECPI ainsi que son champ d'action dans le contexte européen. J'ai ensuite présenté aux participants une analyse critique du rôle et du fonctionnement de la CECPI et j'ai fait **des propositions d'amélioration en soulignant qu'il importait de renforcer les rôles des groupes de**

travail, des Sous-Commissions et du Symposium (Annexe 4). Le Groupe de travail sur les anguilles a été cité comme un exemple à analyser lorsque l'on souhaite améliorer le fonctionnement des groupes de travail.

En rédigeant mon CR pour les Ministères sur le symposium et la session d'Antalya en Juillet 2008, j'ai estimé qu'une analyse pouvait déjà être menée par les membres de l'Excom sensibilisés, intéressés, afin de préparer et faciliter le travail sur l'évaluation du fonctionnement de la CECPI et de mieux participer aux différentes étapes du projet.

MR. VAN GILS, CONSULTANT OF MDF TRAINING AND CONSULTANCY BV (EDE, THE NETHERLANDS) WAS HIRED TO ASSIST EIFAC IN ITS ENDEAVOUR. A WORKSHOP ON STRENGTHENING THE ROLE AND FUNCTIONING OF EIFAC WAS HELD IN THE HAGUE, 30-31 MARCH 2009.

Lors de ce workshop il m'a été demandé de préparer une analyse et un bilan du fonctionnement des différents WP et des sous-commissions. Je me suis appuyé sur le rapport réalisé pour les Ministères français de Juillet 2008 sur la XXV^{ème} Session de la CECPI et le Symposium associé.

I- DERNIER COLLOQUE SUR LES INTERACTIONS ENTRE LES OBJECTIFS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DES PÊCHES COMMERCIALES ET DE LOISIR ET DE L'AQUACULTURE DANS LES EAUX INTÉRIEURES

Ce colloque comprenait plusieurs sessions de communications orales dont certaines se tenaient en parallèle : sessions sur les interactions écologiques, les interactions socio-économiques, sur la gouvernance ; un **questionnaire et une note d'aide à la discussion** ont précédé la tenue d'un groupe de travail pour chacun des trois thèmes à la suite de ces sessions.

Commentaires GC : Le sujet était très ambitieux et trop vaste et comportait dans son titre une difficulté liée à une complexité peu abordée jusque-là, l'interaction, ce qui s'est révélé dans les présentations, dont très peu y faisaient référence au niveau des sujets, méthodes et résultats. En effet, on manque déjà, en particulier dans les domaines de la sociologie et de l'économie des pêches, de l'identification et de l'étude des éléments et déterminants de base qui peuvent être en connexion, en interaction...quant à analyser, comprendre ces interactions et proposer des mesures, actions de gestion, de gouvernance...**il est symptomatique de constater dans le titre des sessions que les interactions sont traitées par thèmes séparés (écologie, socio-économie) et qu'il n'était pas prévu au niveau des groupes de travail finaux par exemple, la mise en relation de ces thèmes pour analyser leurs interactions, c'est-à-dire comment le système fonctionne à partir de ses éléments constitutifs (thèmes) et de leurs interactions.** De plus, aucune communication ou affiche ne traitait d'une véritable approche sociologique.

Les conclusions et recommandations, qui auraient dû être issues de l'analyse et des résultats du matériel présenté lors du colloque, restent générales et manquent de spécificités et ce malgré la mise en place de groupes de travail prévus pour cela.

Le thème de ce colloque avait fait l'objet d'observations, de critiques lors de la 24^{ème}

session de Mondsee en 2006 et lors de la réunion de l'Excom en 2007 et celles-ci se sont avérées fondées.

II- ANALYSE SUCCESSIVE DES WP/GL DANS LE CADRE DES SOUS-COMMISSIONS DE LA CECPI

1- BIOLOGIE ET GESTION (SOUS-COMMISSION I)

11- Groupe de travail ad hoc mixte CECPI/CIEM sur les anguilles (Coordonnateur: R. Poole)

Commentaires GC : Le mandat est actualisé tous les ans, les participants sont recensés et comprennent des spécialistes de la majorité des pays, les réunions annuelles sont programmées.

12- Groupe de travail ad hoc sur l'échantillonnage des poissons en eaux douces (Coordonnateur: P. Hickley)

Le mandat révisé a été adopté lors de la 24^{ème} session à Mondsee en 2006 (annexe E du rapport reprise ici en *Annexe I*). Ce mandat est très large, il concerne en plus du suivi des poissons, le suivi de la pêche, les méthodologies liées à la DCE. Il devrait être recentré.

Commentaires GC : Il n'y a pas d'information sur la composition (membres) du GT ; Des participations à des ateliers sont signalées mais il manque des précisions sur les éventuelles réunions, consultations spécifiques du GT.

13- Groupe de travail ad hoc sur les introductions et les repeuplements (Coordonnateur: I. Cowx)

La session a approuvé la participation de la CECPI à la conférence intitulée « Gestion des espèces exotiques aux fins du développement durable de l'aquaculture et des pêches » qui doit se tenir en novembre 2008. **Le coordonnateur représentera la CECPI à la conférence.**

Le mandat a été redéfini lors de la 24^{ème} session à Mondsee en 2006 (Annexe F du rapport, reprise ici en *Annexe I*).

Points des ToR concernant explicitement les aspects socio-économiques:

- Review of stocking, introductions and translocations operations including **economic importance** of activities;
- Audit the state of knowledge of the results of operations concerning stocking introductions and translocations of aquatic organisms, particularly concerning environmental and **economic impacts** and genetic interactions with wild populations;
- Develop risk assessment protocols for future aquatic species stocking and introductions, with specific models and sub-routine assessments to consider **economic issues**, the potential environmental and **economic impacts** of diseases in wild aquatic organisms and ecosystems, genetic interactions with wild populations;

Commentaires GC : Ce mandat met l'accent sur les aspects économiques. Le GT concerne en fait principalement des **introductions** et de ce fait **ne relève pas actuellement de la sous-commission IV** comme pourrait le laisser supposer une partie de son mandat. **Celui-ci devrait être recentré. Il n'y a pas d'information sur la composition (membres) du GT.**

Des participations à des projets et ateliers sont signalées mais il manque des précisions sur les éventuelles réunions, consultations spécifiques du GT.

Ce GT permet d'illustrer le problème du manque de coordination et de ponts entre les différents GT. En effet, la question du repeuplement et de ses conditions particularly socio-economic issues and best practices, a été largement débattue dans le GT 11 sur les anguilles en 2007 sans trouver appui sur le GT 13.

14- Groupe de travail ad hoc CECPI/CGPM sur la gestion des esturgeons (Coordonnateur: M. Chebanov)

Commentaires GC : Le mandat n'est pas indiqué ou du moins ne m'est pas connu. Il n'y a pas d'information sur la composition (membres) du GT ; Des participations à des réunions et ateliers sont signalées mais il manque des précisions sur les éventuelles réunions, consultations spécifiques du GT.

15- Groupe de travail ad hoc sur les meilleures pratiques en matière de passage du poisson (Coordonnateur: M. Larinier)

Les liens importants entre ce Groupe de travail et celui sur les anguilles ont été reconnus. M. Larinier a donné sa démission pendant la période intersessions et a été remplacé par A.Zitek.

Commentaires GC : Le mandat a été défini lors de la 24^{ème} session à Mondsee en 2006 (Annexe G du rapport, reprise ici en *Annexe 1*), la composition du GT énoncée et les réunions du GT précisées. Ce GT est un exemple de bonne procédure de mise en place et de mode de fonctionnement.

1-6 Groupe de travail ad hoc sur la cartographie de la répartition des poissons et de la qualité de l'habitat aquatique (Coordonnateur: R. Fricke)

Le coordonnateur ayant informé la session que certaines activités étaient programmées au titre du mandat précédemment convenu (Commentaires GC : où et quand ? pas connu, à retrouver), la session a décidé que le Groupe devrait poursuivre ses délibérations.

Commentaires GC : J'ai fait remarquer que le propos de ce GT était fondamental pour la CECPI et qu'il était lié au bilan, à la visualisation nécessaire des activités de pêche et d'aquaculture dans les eaux intérieures et aux investigations liées à la DCE et donc d'intérêt pour le GT DCE nouvellement créé.

Il manque des informations sur la composition (membres) du GT, sur les éventuelles réunions, consultations spécifiques du GT.

1-7 Groupe de travail ad hoc sur l'écrevisse (Coordonnateur: M. Pursiainen)

La CECPI avait décidé de réactiver le GT sur l'écrevisse lors de la 24^{ème} session à Mondsee en 2006. M. Markku Pursiainen (Finlande) assume les fonctions de coordonnateur du GT. Ce GT a tenu une réunion ad hoc à l'occasion de la 25^{ème} session le 24 mai 2008 et son mandat a été examiné et approuvé pendant la session (*Annexe 2*).

Point des ToR concernant explicitement les aspects socio-économiques:

Determine the socio-economic value (catch, processing, marketing, etc.) of crayfish from inland waters (environment) and aquaculture.

Le Coordonnateur a présenté un projet de plan d'activités jusqu'en 2012.

Commentaires GC : La participation française est assurée mais pourrait peut-être être renforcée ? **Ce GT est un exemple de bonne procédure de mise en place et de futur mode de fonctionnement.**

2- AQUACULTURE (Sous-Commission II)

21- Groupe de travail ad hoc sur le rapport entre les transferts de poisson et les aspects sanitaires (Coordonnateur: E. Hudson)

Aucun rapport du Coordonnateur n'a été reçu pendant la période inter-sessions. Le Coordonnateur a confirmé qu'il était prêt à continuer à travailler dans le cadre d'un nouveau mandat. **Il a également été proposé de modifier le nom du GT en conséquence. M. Hudson sera invité à établir un nouveau mandat pour le GT tenant compte de la nouvelle activité proposée. Il manque des informations sur la composition (membres) du GT, sur les éventuelles réunions, consultations spécifiques du GT.**

Commentaires GC : Ce GT pose manifestement un problème car lors de la réunion de l'Excom en 2007, il a été acté que le Vice-Président de la sous-commission II, J-P Proteau « had volunteered to assist Mr Váradi in his efforts to revitalize the WP. Mr Proteau **prepared a background study and compiled an information material on major projects, networks and organisations in the field of aquatic animal health.** Mr Váradi explained that Mr Proteau had raised various issues which would need to be clarified before the TOR of the WP could be finalised and specific actions are identified. Based on the comments and advice of the EXCOM meeting Mr Proteau would continue efforts aiming at the reactivation of the WP". (...). "Recognizing Mr Proteau's request for guidance, (...) **the ExCom agreed that :**

- **The field covered by the working party should be extended to the exchanges of pathogens between fish of the natural environment and farmed fish and to the issues raised by animal welfare.**
- **The terms of reference of this Working Party should be more specifically related to the content of the Directive 2006/88/CE.**

22- Groupe de travail ad hoc sur la gestion des ressources hydriques en aquaculture (Coordonnateur: M. Verdegem)

Le mandat du Groupe de travail ad hoc a été légèrement modifié avant d'être adopté par le Comité exécutif de la CECPI en mai 2007. La Sous-Commission a confirmé le mandat révisé **Annexe 2.**

Il a été convenu que, puisque le GT s'occupait d'une question critique pour l'aquaculture dans les eaux intérieures, vu la concurrence croissante dont fait l'objet l'exploitation des ressources en eau douce, il devait absolument poursuivre ses travaux.

Commentaires GC : Il manque des informations sur la composition (membres) du GT, sur les éventuelles réunions, consultations spécifiques du GT.

23- Groupe de travail ad hoc sur les perspectives du marché des produits de la pisciculture européenne en eau douce (Coordonnateur: L. Váradi)

Le GT ad hoc accorde la priorité à une participation active à divers colloques et conférences au niveau européen traitant de problèmes liés à la commercialisation du poisson.

Commentaires GC : Il manque des informations sur la composition (membres) du GT, sur les éventuelles réunions, consultations spécifiques du GT.

24- Réseau de centres d'aquaculture en Europe centrale et orientale

Commentaires GC : Il ne s'agit pas d'un GT à proprement parler.

Structure et fonctions de la Sous-Commission de l'aquaculture : Il a été convenu que la Sous-Commission devrait poursuivre ses travaux pendant la période inter-sessions qui commençait et que la structure et les fonctions de la Sous-Commission de l'aquaculture ainsi que celles des autres sous-commissions devraient être évaluées et, le cas échéant, modifiées. Ces questions seraient examinées au titre du point de l'ordre du jour de la session intitulé « Fonctionnement de la CECPI ».

3- PROTECTION DES RESSOURCES AQUATIQUES (SOUS-COMMISSION III)

31- Ad Hoc Working Party on the Methodologies for Rehabilitation of Lakes and Reservoirs (Convener: H. Lehtonen).

A manual on Rehabilitation of Lakes and Reservoirs for Fish by Lehtonen H., Cowx I.G & Müller R.. have been planned since several years. Mr Cowx reported that a draft of this document had been circulated to H Lehtonen and R Müller but no feed back has been received as yet. The text is considered to be in an advanced state, although it requires formatting and inclusion of figures and photos. Mr Jagsch offered to provide photographs as appropriate. **Mr Cowx confirmed that if no response is obtained from the other co-editors by the end of May, he will complete the task by the end of July 2007. Blackwell Publishing is willing to publish the document** (Excom meeting report 21-22 May 2007).

In Antalya session, the sub-commission III agreed to discontinue this activity.

Commentaire GC: ce GT est l'exemple de trop nombreux GT qui s'épuisent avant d'être arrivé au terme de leur mandat, parfois après que celui-ci ait changé, en partie pour rectifier le tir et rester d'actualité, en partie pour masquer son incapacité à mener à bien le premier mandat qui lui avait été donné (voir Annexe 5), ce qui soulève l'autre question du bon choix du thème de travail et de la décision de le créer (évaluation d'opportunité et de faisabilité).

32- Groupe de travail ad hoc sur la manutention des poissons dans les pêcheries et les établissements aquacoles (Coordonnateur: R. Rösch)

La Sous-Commission* (*La Commission, les pays membres plutôt) s'est félicitée du travail du Groupe, mais a estimé que son objectif devrait être de rédiger une déclaration de position courte et concise sur les questions liées au bien-être des poissons dans le cadre de l'aquaculture en eau douce et des pêches dans les eaux intérieures. Elle a reconnu qu'il n'était pas nécessaire d'établir des directives, mais a rappelé qu'à ses sessions précédentes, elle avait déjà recommandé que soit formulée une déclaration de position de la CECPI (Annexe 3). Par conséquent celui-ci a été invité à revoir le présent projet en s'appuyant également sur le travail d'autres organisations, comme le Conseil de l'Europe, l'Agence européenne de sécurité sanitaire des aliments et l'Organisation mondiale de la santé animale

(OIE). La question du bien-être des poissons dans le cadre des pêches de capture dans les eaux intérieures devrait être examinée ultérieurement.

Commentaires GC : Il est à noter que la question du bien-être des poissons est abordée aussi dans le **GT sur les pêches de loisir de la sous-commission IV** et dans l'**article 9 du Code d'usages pour les pêches de loisir**. Il s'agira d'en tenir compte dans le présent GT de la sous-commission III et d'assurer la cohérence entre GT des deux sous-commissions.

Le mandat du GT est de produire une déclaration de position de la CECPI en matière de bien-être des poissons sans plus de détail ; il correspond à la décision de la 23^{ème} session à Wierzba en 2004 qui a été confirmée lors de la 24^{ème} session à Mondsee en 2006 sous la coordination de R. Rösch (*Annexe 3*). Sept personnes sont rassemblées autour du coordonnateur dont une scientifique française de l'Ifremer.

Ce GT n'a pas avancé dans son travail depuis la dernière Session.

33- Groupe de travail ad hoc sur la lutte contre les oiseaux prédateurs et la prévention des dégâts (Coordonnateur: P. Heinimaa)

La Sous-Commission est convenue que le Groupe de travail devrait poursuivre ses activités en mettant l'accent sur la suite à donner aux recommandations ci-dessus et a approuvé le mandat tel que proposé (*Annexe 2*).

Point des ToR concernant explicitement les aspects socio-économiques:

Assess cormorant's influence on **socio-economic conditions** of fisheries and aquaculture.

Commentaires GC : Les membres du GT vont se déterminer à partir du groupe de participants à l'atelier de Bonn qui a permis de relancer le GT qui existait antérieurement.

34- Groupe de travail ad hoc sur la Directive cadre de l'UE sur l'eau (Coordonnatrice: C. Argillier)

The proposed new Terms of Reference for this Working Party would undertake the activities presented in *Annexe 2*.

Point des ToR concernant explicitement les aspects socio-économiques:

Evaluation of the impact of WFD on the **socio-economical dimensions** of inland fisheries.

La Sous-Commission a approuvé le mandat ci-dessus, étant entendu que le **GT procéderait pour commencer à un examen exhaustif des activités en cours dans son domaine et des publications pertinentes. La Coordinatrice prévoit de continuer d'identifier la composition du GT et de tenir une première réunion pour organiser ses travaux avant la fin de l'année 2008 (fait depuis la dernière Session).**

4- QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES (SOUS-COMMISSION IV)

41- Groupe de travail ad hoc sur les pêches de loisir (Coordonnateur: R. Arlinghaus)

Le mandat du Groupe de travail tel qu'adopté par le Comité exécutif de la CECPI en mai 2007 est rapporté en *Annexe 2*.

Points des ToR concernant explicitement les aspects socio-économiques:

- 2) Monitor key ongoing research world-wide related to **social, economic** and ecological aspects of relevance for recreational fisheries and its management.
- 3) Work closely with the WP on **Socio-Economic Aspects** of Inland Fisheries in producing methodological guidelines for the undertaking of social and economic surveys on recreational fisheries. Focus of this WP shall be on **social-psychological approaches** to measure basic concepts such as motivations, consumptive orientation, constraints experienced by recreational anglers etc.
- 4) Observe opportunities for funding a Pan-European study on the **social and economic importance** of recreational fisheries or similar endeavours on a European scale.

Concernant la tâche 2, le GT a continué à suivre les principaux travaux de recherche menés sur les pêches de loisir. Un certain nombre de documents ou de chapitres d'ouvrages sur les pêches de loisir ont été publiés par des membres du Groupe, notamment un document de fonds sur le **bien-être des poissons**. Le Coordonnateur a été invité à faire un exposé liminaire à la prochaine Conférence mondiale sur les pêches, qui se tiendra au Japon, sur le thème du **bien-être du poisson** et des pêches de loisir. Les tâches 3 et 4 n'ont pas avancé.

Commentaires GC : La préparation d'un Code d'usages pour les pêches de loisir dans ce GT est ancienne puisqu'elle était à l'ordre du jour du GT en 2000 (Rapport de la session CECPI de Budapest), au moment où Phil Hyckley, alors coordonnateur a été remplacé par B.Breton. Ce Code d'usages pour les pêches de loisir est très consistant et certainement très utile pour encadrer l'activité de pêche de loisir dans sa pratique, ses implications écologiques et ses dimensions socio-économiques. Il faut remarquer cependant que les objectifs et le contenu sont basés sur des recommandations qui concernent les meilleures pratiques, les principes de gestion pour une pêche de loisir responsable, la promotion d'échanges de connaissance, de coopération, de compréhension de l'importance socio-économique de l'activité, de promotion de la recherche. **Il ne s'agit pas d'objectifs de gestion et de recherche, pas de programme hiérarchisé des besoins de connaissances, lacunes à combler pour cadrer, évaluer, améliorer, promouvoir l'activité dans son environnement écologique et sociétal. Le document part du constat que « les pêches de loisir constituent l'exploitation dominante, voire la seule, de nombreux stocks de poissons d'eau douce dans la région de la CECPI ». Indépendamment de l'objet principal du document et de son contenu dont l'intérêt n'est pas discuté, je m'interroge sur le bien fondé de cette assertion et il me paraîtrait utile et important qu'elle soit étayée par des chiffres comparatifs (avec la pêche professionnelle et de subsistance) globaux et détaillés par pays au moins.** Ne serait-ce que pour savoir à quoi s'en tenir au niveau de la CECPI sur ce sujet des types de pêche en présence dans les eaux intérieures, concernant les efforts de pêche, les productions par catégories d'espèces, leur importance et leur incidence socio-économique.

Commentaires GC : L'élaboration du Code des usages s'est appuyé sur un atelier, beaucoup de consultations, mais il reste un manque de précisions sur la composition du GT et sur ses réunions spécifiques.

42- Groupe de travail ad hoc sur les aspects socioéconomiques des pêches dans les eaux intérieures (Coordonnateur: M. Sipponen)

Le mandat du Groupe de travail a été mis à jour à la vingt-quatrième session de la CECPI, à Mondsee, mais a ensuite été modifié de façon à inclure les pêches commerciales dans les eaux intérieures. La Commission a approuvé le mandat rapporté en *Annexe 2*.

Point des ToR concernant explicitement les aspects socio-économiques:

- Produce methodological guidelines for the undertaking of **social and economic surveys** on recreational and inland commercial fisheries in collaboration with the Working Party on Recreational Fisheries.

En ce qui concerne cette première tâche, un projet de directives méthodologiques relatives aux enquêtes socio-économiques sur les pêches de loisir a été établi par le Coordonnateur en collaboration avec trois autres spécialistes. **Il n'y a pas eu d'apport de l'autre GT sur les pêches de loisir**. La Commission a été informée que le projet définitif paraîtrait avant la fin novembre 2008 et serait présenté lors d'un atelier d'experts* (**Commentaires GC** : lequel ? lien avec le GT lui-même ? Pas clair). La Commission a été informée également que le débat sur le projet définitif et la mise au point définitive des directives aurait lieu lors d'un atelier d'experts organisé par le Centre pour l'emploi et le développement économique en Finlande centrale, à Helsinki en janvier 2009.

La Commission a recommandé que l'atelier porte à la fois sur **les pêches commerciales** dans les eaux intérieures et sur les pêches de loisir afin d'être le plus utile possible.

Pour ce qui est de la seconde tâche confiée au GT, en l'absence de progrès réels, la Commission encourage le Coordonnateur à poursuivre ses efforts.

Commentaires GC : Ce GT s'est consacré pendant longtemps essentiellement aux pêches récréatives et s'est appuyé sur **un premier symposium à Budapest en 2000 sur les pêches et la société** ; plusieurs communications sur les pêches commerciales et récréatives ont été publiées dans *Fisheries Management and Ecology*, 2001, Blackwell Science Ltd. Ce GT, plus exactement la sous-commission IV, avait indiqué que **le dernier symposium d'Antalya en 2008 lui permettrait de faire un bilan, une sorte de conclusion sur les approches socio-économiques de la pêche et de l'aquaculture intérieures**.

En 2004 dans le rapport de la session de Wierzba, it has been recognized since the establishment of Sub-Commission IV in 1996 that **too few economists are involved in EIFAC**. The importance to work on the socio-economics of commercial fisheries has also been underlined in the report session of Mondsee in 2006. In summer 2007, **a questionnaire** dealing with some socio-economics aspects of commercial fisheries has been sent to the national correspondants. Referring to the EFF workshop in Bucarest in June 2007, the convenor wrote to me: **“as the European Commission is planning to finance a research work on inland fisheries during the coming years, I think it is sufficient to concentrate on the basic prospects”**. I have largely expressed my view on the basic indicators and methodology (*see Annexe 5*) and on the importance of strong and clear links between EIFAC and EC in 2009 until the mandate defined by EIFAC for Ian Cowx **meeting with EC**.

Les participants au GT sont identifiés mais il y a un manque de précisions sur les réunions spécifiques du GT.

43- Pêche illicite, non déclarée et non réglementée et braconnage

La session a examiné le projet de mandat du groupe de liaison sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Il a été recommandé de promouvoir le groupe de liaison au statut de groupe de travail, avec pour titre « Groupe de travail sur pêche illicite, non déclarée et non réglementée et sur le braconnage », compte tenu de la complexité reconnue du problème.

Le mandat approuvé par la Commission est rapporté en *Annexe 2*.

M. Piotr Stachowiak assumera les fonctions de coordonnateur par intérim.

44- Approche écosystémique de la gestion des pêches

The outcome of the symposium held in conjunction with the twenty-fifth session and other EIFAC/FAO activities raised the need for efforts to be put into holistic management approaches to inland fisheries and aquaculture, i.e. integrating ecological and socio-economic domains.

La Commission a recommandé la création d'un groupe de liaison à ce sujet. Le Président de la Sous-Commission IV a proposé d'assumer les fonctions de chargé de liaison.

Il est à noter que dans le document EIFAC/XXV/2008/6, deux publications de membres de la sous-commission IV sur ce sujet sont signalées. Il est indiqué aussi que ce GT « contribuerait aux obligations nationales prévues pour la préparation de plans de gestion des bassins hydrographiques dans le cadre de la Directive-cadre sur l'eau ». A relier donc avec le WP 34 DCE ?

45- Changement climatique

1. Considerable concern was expressed over the potential impacts of climate change on inland fisheries in Europe. Given the current importance of this topic, it was recommended by the Sub-Commission that a **cross Sub-Commission Working Party** be established with the Terms of References given in *Annexe 2*.

Points des ToR concernant explicitement les aspects socio-économiques:

Review of the potential impact (ecological, **social and economic**) of climate change on the functioning of inland waters (...).

Propose approaches of environmentally and **socially** acceptable management of potential impacts of climate change on inland fisheries.

Remarque : Le Comité Exécutif devra déterminer dans quelle sous-commission seront placés les 3 nouveaux GT/GL proposés ci-dessus: « Pêche illicite, non déclarée et non réglementée et braconnage », « Approche écosystémique de la gestion des pêches », « Changement climatique », le contenu et la faisabilité du troisième étant mis à l'étude.

46- Fonds européen pour la pêche

Le Président de la Sous-Commission IV ainsi que les coordonnateurs de ses GT et le Président de la Sous-Commission I ont été invités à intervenir à un atelier de la Commission européenne sur le thème « Le Fonds européen pour les pêches, la pêche dans les eaux intérieures et les méthodes de production aquacoles *permettant la mise en valeur de l'environnement* », tenu à Bucarest (Roumanie), du 27 au 29 juin 2007. L'atelier a examiné des questions liées aux pêches et à l'aquaculture dans les eaux intérieures européennes dans

l'optique du financement possible de certaines activités par le Fonds européen pour les pêches.

La Commission a demandé au Président d'écrire à la CE pour lui demander au nom de la CECPI des informations supplémentaires sur les conclusions de la réunion, proposer la collaboration de la CECPI au suivi des activités issues de la réunion de Bucarest (correspond à ma demande) et souligner l'importance des pêches de loisir dans la zone couverte par la CECPI.

Commentaires GC : A la suite de la réunion du Fonds Européen sur la Pêche (FEP/EFF) concernant les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures qui s'est tenue à Bucarest en Juin 2007 et à laquelle je n'ai pu participer, j'ai fait une lettre en Août 2007 à la Direction Générale de la Pêche et des Affaires Maritimes de la Commission Européenne, en me référant à la CECPI et au courrier que je venais d'envoyer à son Secrétaire sur l'intérêt et le fonctionnement de la CECPI. La CE constatait bien dans la conclusion de la réunion FEP que la connaissance des pêches intérieures est incomplète et se proposait de reconsidérer les « Termes de références » d'une étude sur les pêches intérieures de l'Union Européenne qui serait lancée dans les mois à venir. J'ai fait valoir que la thématique de la pêche et de l'aquaculture dans les eaux intérieures d'Europe est le cœur de l'activité de la CECPI et que sa capacité d'expertise et son mode de fonctionnement par Groupes de Travail Ad Hoc peuvent contribuer à cette exploration des pêches intérieures que la CE juge nécessaire. N'ayant pas eu de réponse, je pense que la CECPI doit effectivement relancer plus officiellement la CE sur la nécessaire liaison de la CE avec la CECPI pour asseoir une politique d'aide, de valorisation, de maintien ou de développement des ressources piscicoles et des pêches des eaux intérieures d'Europe. J'ai argumenté en ce sens depuis, dans le cadre des contacts de la CECPI avec la CE en 2009 (voir commentaires dans 42).

5- AUTRES QUESTIONS

51- GT sur « les rapports nationaux concernant les pêches et l'aquaculture »

M. Çelebi (Turquie) a fait rapport sur les progrès accomplis par ce nouveau GT (**hors sous-commissions, à voir**). Il a mentionné que j'étais un des rares à avoir apporté une contribution à la question des rapports nationaux.

Les participants à la session ont approuvé le cadre de référence rapporté en *Annexe 2*.

Le GT a été invité à inclure une bibliographie de la littérature grise et à envisager de rédiger les **rapports par bassin versant**. La candidature de M. S. Yerli (Turquie) a été approuvée en tant que coordonnateur du Groupe de travail.

Commentaires GC : dans un courrier du 02 Février 2007, j'expliquais que "Such report has to be at the same time limited to the essential and enough precise and informative to know through the status and indicators of inland fisheries and aquaculture, the data available, their quality, the monitoring systems, their limits, the lacks...in order to have a first updated overview and to measure in the future, the changes, improvements, etc...". **Le travail de réflexion de ce GT est utile mais devrait être élargi et réorienté dans le cadre d'un outil de visualisation et de diagnostic fiable sur l'état et les tendances des pêches, de l'aquaculture et des milieux aquatiques intérieurs comme proposé en Annexe 4, appendix H, point 24.**

Cela pourrait se concrétiser dans la **création/réorganisation de deux GT inter sous-commissions** : l'un sur le bilan des données, sélection d'indicateurs, et méthodes de suivi des pêches et de l'aquaculture intérieure à visée biologique en liaison avec les ToR concernés des GT 17, 34, 43 ; l'autre avec les mêmes objectifs mais à visée socio-économique en liaison avec les GT 17, 34, 41, 42, 44 et 45.

III BILAN SYNTHETIQUE SUR LE FONCTIONNEMENT DES WP/GL ET DES SOUS-COMMISSIONS DE LA CECPI

Lors de la session à Antalya, en faisant référence au **cœur de l'activité de la CECPI, à son identité**, je n'imaginai pas que l'on en est encore là, à buter sur **la définition des eaux intérieures**, de leur champ géographique...Et pourtant cette question basique a émergé au cours des discussions lors de la session (dans le cadre du WP « Pêche illicite, non déclarée et non réglementée et braconnage » je crois) et semble encore être posée dans certains GT et dans certaines présentations à l'extérieur des activités de la CECPI. Cela ne facilite pas la visualisation de l'état des pêcheries et de l'aquaculture des eaux intérieures qui reste lacunaire et imprécise comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises.

On constate que très peu de GT déjà lancés fonctionnent correctement, avec un mandat cohérent, en suivant leurs mandats, avec des participants et des réunions spécifiques identifiés (premier essai de classement et appréciation ci-dessous préliminaire, personnel et révisable).

Liste des GT avec leur numéro :

- 11 Eels
- 12 Fish monitoring in fresh waters
- 13 Introductions and stocking
- 14 Management of sturgeon
- 15 Fish passage best practices
- 16 Mapping of fish distribution and aquatic habitat quality
- 17 Crayfish

- 21 Relationship between fish transfer and fish health
- 22 Aquatic resources management in aquaculture
- 23 Market perspectives of European Freshwater aquaculture
- 24 Eastern European Affairs: Network of Aquaculture Centres in Central and Eastern Europe

- 32 Handling of fishes in fisheries and aquaculture
- 33 Prevention and control of bird predation
- 34 EU Water Framework Directive (WFD)

- 41 Recreational fisheries
- 42 Socio-economic aspects of inland fisheries

- 43 Illegal, Unreported and Unregulated (IUU) Fishing and Poaching
- 44 Climate change
- 45 Ecosystem Approach to fisheries Management
- 51 Country Reports on Fisheries and Aquaculture

Grille d'analyse des WP/GL

WP	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	1.6	1.7	2.1	2.2	2.3	2.4	3.2	3.3	3.4	4.1	4.2	4.3	4.4	4.5	5.1
ToR available	x	x	x		x		x		x			x	x	x	x	x				x
ToR too wide, not treated		x	x																	
ToR unknown ?				x		x				x	x									
ToR in process								x												
ToR vs Sub-Commission			x												x			x	x	x
Socio economics aspects in ToR			x				x						x	x	x	x		x	x	
current correct functioning	x				x							x								
potentially correct functioning							x						x	x						
functioning to be improved		x	x	x											?	?				
Do not function well/is not a WP						x		x	x	x	x									x
members not clearly identified		x	x	x		x		x	x	x			x		x					x
Specific meetings not identified		x	x	x		x		x	x	x						x				x

Sur 20 GT et GL recensés, 17 sont actifs (11 à 42 + 51) et 3 en cours de lancement (43 à 45) dont un avec mandat et coordonnateur déterminés (43), un avec le statut de GL, un coordonnateur identifié et sans mandat déterminé (44), un avec un mandat déterminé mais conditionnel sur son lancement (45). Si l'on exclu les 3 GT/GL en cours de lancement, au bilan on a :

- 3 fonctionnant correctement: 11, 15, 32 ;

- 3 fonctionnant correctement potentiellement: 17, 33, 34;

-3+2 fonctionnant correctement mais nécessité d'amélioration, révision : 12, 13, 14, (41 ?, 42 ?).

- 5+1 ne fonctionnant pas ou ne correspondant pas à un vrai GT d'une sous-commission: 16, 21, 22, 23, 24, (51 est hors sous-commissions).

Dans 10 sur 17 de ces GT, les membres et/ou les réunions spécifiques ne sont pas clairement identifiés. Deux de ces GT fonctionnent correctement mais on trouve un problème de cohérence de mandat avec les sous-commissions : 13 (aspects socio-économiques), 41 (bien-être animal). Beaucoup de GT ont prévu d'aborder dans leurs mandats les aspects socio-économiques 13, 17, 33, 34, (44, 45), à côté des GT 41 et 42 de la sous-commission IV qui en relèvent directement. Cela montre l'importance du « socio-économique » et pose le problème de la cohérence, de la délimitation des approches dans la réalité (Annexe 5). Il y a nécessité de définir ce qui relève d'une approche basique de la socio-économie à laquelle se réfèrent généralement les GT pour lesquels il s'agit d'une tâche, d'un besoin parmi d'autres plus essentiels et ce qui relève d'une approche élaborée de sociologie et d'économie. Il y a nécessité de distinguer les indicateurs basiques de socio-économie (effectifs, productions, CA) des indicateurs élaborés de sociologie et d'économie qui nécessitent d'appliquer des méthodes propres à ces spécialités.

Une des tâches du mandat du GT 42 sur les aspects socio-économique dans les eaux intérieures est de formuler des directives méthodologiques d'enquête mais une des tâches prioritaires de la CECPI et certainement de la sous-commission IV est de définir le champ de ses investigations, les indicateurs et méthodes qu'elle retient dans ses approches au travers des GT pour la socio-économie comme pour la biologie des pêches intérieures. Lors de la présentation et de l'argumentation de justification à Mondsee en 2006 du dernier symposium d'Antalya, la sous-commission IV avait indiqué que celui-ci lui permettrait de faire un bilan, une sorte de conclusion sur les approches socio-économiques de la pêche et de l'aquaculture intérieures. La disparité des contributions, le peu de travaux d'envergure sur l'économie et la sociologie présentés sont très loin de permettre de dresser un panorama de la

situation socio-économique de ces activités, de constituer une base sur laquelle s'appuyer pour proposer des méthodes communes et mettre en place une stratégie de recherche-développement, en fait une aide à la gestion bio-socio-économique.

L'analyse des GT et GL, de leur consistance, montre que les 4 sous-commissions actuelles sont déséquilibrées, en nombre de GT/GL, en qualité, en production (output). Leur mode de management pose problème puisqu'il est basé théoriquement sur 12 responsables (Présidents, Vices-Présidents, Rapporteurs) qui, de par leur nombre et leur qualité, devraient porter et encadrer la CECPI, dynamiser, évaluer les travaux, et obtenir des résultats, ceci en relation avec une quinzaine de coordonnateurs des différents WP/GL et le staff du Secrétariat FAO. Dans la configuration actuelle, l'exemple du cumul des responsabilités en tant que Président d'une sous-Commission et coordonnateur de WP/GL dans d'autres, montre que celui-ci n'est pas forcément synonyme de plus grande efficacité et coordination pourtant a priori logique et nécessaire. La nécessité d'évaluer la structure et les fonctions des sous-commissions est soulignée dans le GT 24.

Il ressort que le découpage actuel en 4 sous-commissions, le regroupement des GT/GL dans les sous-commissions n'est pas pertinent ; le nombre de GT/GL est trop important et les sujets trop nombreux et variés, sans connections entre eux, avec des prévisions d'exploration au travers des ToR souvent irréalistes. L'établissement **d'un cahier des charges pour les WP/GL** est impératif dans le cadre de la restructuration de la CECPI (voir points 11 et 12 de l'Appendix H, *Annexe 4*).

Sur 17 GT/GL en activité actuellement, une dizaine au mieux fonctionne de façon satisfaisante.

11 Eels

12 Fish monitoring in fresh waters

13 Introductions and stocking

14 Management of sturgeon

15 Fish passage best practices

17 Crayfish

24 Eastern European Affairs: Network of Aquaculture Centres in Central and Eastern Europe

33 Prevention and control of bird predation

34 EU Water Framework Directive (WFD)

41 Recreational fisheries

Sur 20 GT/GL recensés, on en trouve 5 qui prévoient dans un ToR la collecte et l'analyse des données sur les productions par pêche et aquaculture et les repeuplements et 1 sur les cormorans :

12 collection, analysis and reporting of information about fish communities and fisheries;

13 Review of stocking, introductions and translocations operations

17 Collect data on crayfish catch, effort and aquaculture production

33 Collect information from different sources on the abundance and distribution of the cormorants

34 Analysis of fishery activities as a potential indicator of the water body status and/or of the human pressure intensity.

43 Collect information on IUU and poaching and liaise with other organizations regarding species specific issues.

Sur 20 GT/GL recensés, on en trouve 4 (tous faisant partie de la sous-commission IV ou proposés par elle) qui prévoient dans un ToR la production ou le recensement de méthodologies dont un seul, 43, qui prévoit de les appliquer dans un autre ToR :

41 producing methodological guidelines for the undertaking of social and economic surveys on recreational fisheries

42 Produce methodological guidelines for the undertaking of social and economic surveys on recreational and inland commercial fisheries

43 Report on methodologies to assess/evaluate/estimate IUU fishing, including estimating impact of activity.

45 Development of a methodology to separate the impact of climate change from other wide ranging factors.

Onema
Hall C – Le Nadar
5 square Félix Nadar
94300 Vincennes
01 45 14 36 00
www.onema.fr

Cemagref
Parc de Tourvoie
BP 44,
92163 Antony cedex
01 40 96 61 21
www.cemagref.fr

